

# PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

## du 3 mars 2016 à 20 heures

L'an deux mil seize, le trois mars à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Just, dûment convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Daniel MAHÉ, Maire.

**Etaient présents** : MM. Daniel MAHÉ, Gérard BAUDU, Bernard FRANGEUL, Mmes Catherine DUTHU-DEBRAY, Caroline PIGRÉ, Aline HERVÉ, M. Hervé JARNOT, Mme Géraldine YVOIR, M. Hervé BLOUIN, Mme Valérie LUC, M. Cyrille BOUREL, Mme Rozenn DENIS, MM. Gwénaél DEBRAY, Nicolas DEBRAY, Mme Thérèse PRÉVERT

**Date de convocation** : le 26 février 2016

**Secrétaire de séance** : Mme Aline HERVE

### **Ordre du jour** :

1. Déclaration d'Intention d'Aliéner de biens soumis au D.P.U. : ZX 95, 96, 97, 148 et 149,
2. Déclaration d'Intention d'Aliéner de biens soumis au D.P.U. : ZW 111,
3. Intégration de biens dans le patrimoine communal,
4. Accord de principe pour la vente d'une partie du CR n° 146,
5. Boulangerie : vente du fonds de commerce,
6. Ligne de trésorerie,
7. Avancement de grade,
8. Dissolution du SIVU Quatre à 4 : dernières opérations comptables - convention
9. Financement des écoles privées : vote des restes à réaliser en fonctionnement année scolaire 2015-2016,
10. Concours communal et cantonal des maisons fleuries : prix et paiement sur 2016,
11. Questions diverses.

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 heures. Il constate que le quorum est atteint.

### **1. Déclaration d'Intention d'Aliéner de biens soumis au D.P.U. : ZX 95, 96, 97, 148 et 149**

Maître Stéphane DOUETTÉ, notaire, 20 quai Surcouf à REDON (35603), a adressé en mairie le 5 janvier 2016 une déclaration d'intention d'aliéner de biens soumis au Droit de Prémption Urbain pour les terrains cadastrés ZX n° 95, 96, 97, 148 et 149 d'une contenance totale de 32 a 03 ca situés « le Moulin de Haut».

M. le Maire demande au conseil municipal s'il souhaite exercer, ou non, son droit de préemption.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de ne pas exercer son droit de préemption,
- de charger M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires pour ce dossier.

### **2. Déclaration d'Intention d'Aliéner de biens soumis au D.P.U. : ZW 111**

Maître Justine GUINET, notaire, 9 rue des Gabelous à GUIPRY-MESSAC (35480), a adressé en mairie le 12 février 2016 une déclaration d'intention d'aliéner de biens soumis au Droit de Prémption Urbain pour le terrain cadastré ZW 111 d'une contenance totale de 4 a 65 ca situés «Le Châtaignier».

M. le Maire demande au conseil municipal s'il souhaite exercer, ou non, son droit de préemption.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de ne pas exercer son droit de préemption,
- de charger M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires pour ce dossier.

### **3. Intégration de biens dans le patrimoine communal**

#### **INCORPORATION DANS LE DOMAINE COMMUNAL DE BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE SITUÉS Le Bourg, Dans les Landes de la Croix, La Gironnais et le Rocher**

M. le Maire explique que le régime juridique des biens vacants et sans maître a été profondément modifié par l'article L.147 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Celui-ci indique que les biens sans maître appartiennent désormais aux Communes alors que les biens issus des successions en déshérence demeurent la propriété de l'Etat. Désormais, en application de l'article 713 du code civil, les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Toutefois, si la Commune renonce à exercer ce droit, l'Etat en devient propriétaire.

« BIEN VACANT ET SANS MAÎTRE A PROPREMENT DIT » APPREHENDED PAR LA VILLE : Aux termes du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens vacants et sans maître proprement dits sont les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté. Le dernier propriétaire est donc connu mais décédé depuis plus de trente ans, sans laisser d'héritier ou laissant des héritiers qui ont refusé la succession.

Les biens situés sur Saint-Just que la Commune souhaite acquérir par application de l'article L. 1123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont des terrains non bâtis cadastrés :

- AB n° 254 Le Bourg d'une superficie de 91 ca,
- ZJ n° 125 Dans les Landes de la Croix d'une superficie de 4a75ca,
- ZJ n° 215 La Gironnais d'une superficie de 69a 40ca,
- ZJ n° 304 Le Rocher d'une superficie de 1a 09ca,
- ZJ n° 310 La Gironnais d'une superficie de 58a,
- ZJ n° 378 La Gironnais d'une superficie de 15a 30ca.

La Trésorerie de Pipriac interrogée sur le recouvrement de la taxe foncière a fait savoir que les Taxes étaient inscrites en non valeur depuis plusieurs années.

M. le Maire propose au conseil municipal d'acquérir ces biens vacants et sans maître à proprement dit pour les incorporer dans le domaine communal.

Après délibération, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'acquérir les biens vacants et sans maître, situés AB254 Le Bourg, ZJ 125 Dans les Landes de la Croix, ZJ 215, 310 et 378 La Gironnais, ZJ 304 Le Rocher, considérant que le propriétaire connu est décédé depuis plus de 30 ans soit le 27/04/1958 et en application de la procédure décrite à l'article L. 1123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques en vue de son incorporation dans le domaine communal,
- précise que M. le Maire sera chargé de prendre un arrêté municipal qui viendra, après délibération du conseil municipal, décider de l'incorporation desdits biens dans le domaine communal pour clore la procédure d'acquisition,
- et autorise M. le Maire à signer tous les documents et actes nécessaires à l'acquisition de ces biens.

### **4. Accord de principe pour la vente d'une partie du CR n° 146**

M. le Maire fait part de la demande des époux ROUESNE de l'acquisition du Chemin Rural en partie, cadastré n° 146, au lieu-dit « Le Vieux Bourg ».

M. le Maire demande aux membres du conseil municipal de donner un accord de principe sur la vente.

Après délibération, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- de donner un accord de principe favorable sur la vente d'une partie ou de la totalité du Chemin Rural n° 146 aux époux ROUESNE ce qui éviterait des frais de bornage auquel cas une servitude pour la parcelle cadastrée ZT n° 32 serait à prévoir,
- de fixer le prix de vente au forfait de 200 € auquel s'ajouteront les frais du Commissaire Enquêteur,
- les frais de bornage (si besoin) et les frais notariés restent à la charge de l'acquéreur,
- autorise M. le Maire à engager la procédure d'enquête publique et à signer toutes pièces administratives et comptables en découlant pour mener à bien cette décision.

## **5. Boulangerie : vente du fonds de commerce**

M. le Maire informe les membres du conseil municipal qu'un couple est intéressé par la reprise de l'affaire, il s'agit de M. MAZURAIS Steve et de Mme TIRQUIT Lolita de Miniac Morvan (35). Une offre d'achat a été signée le 10 février 2016 pour une prise de possession des lieux au 01/05/2016. L'acte notarié sera établi par Maître PINSON de Pipriac.

Après délibération, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de vendre le fonds de commerce de boulangerie et le matériel en l'état au prix de 13 000 € au profit de M. MAZURAIS Steve et de Mme TIRQUIT Lolita ; les frais notariés restent à la charge de l'acquéreur ; les frais d'avenant au bail doivent être payés par la commune. M. le Maire est autorisé à signer le bail à intervenir et toutes autres pièces administratives et comptables découlant de cette décision.

## **6. Ligne de trésorerie**

M. le Maire fait part au conseil municipal que la commune ne bénéficie plus de l'ouverture d'une ligne de trésorerie.

Le contrat étant arrivé à échéance, M. le Maire propose de le renouveler pour une durée d'un an et, considérant les travaux à engager sur le sentier d'interprétation entre le Bourg et l'entrée du site sur 2016, propose de porter le montant de la ligne de trésorerie à 200 000 €.

Des demandes d'offres ont été faites auprès d'établissements bancaires.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- de renouveler la ligne de trésorerie pour un montant de 200 000 €,
- de retenir la proposition du Crédit Agricole aux conditions mentionnées dans le contrat à intervenir,
- d'autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces utiles à ce dossier.

## **7. Avancement de grade**

Suite à une inscription sur la liste d'aptitude dans le cadre de la promotion interne au grade de « Agent de maîtrise » au titre de l'année 2016, Monsieur le Maire propose de supprimer le poste de « Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe » et de créer le poste de « Agent de maîtrise » au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Après délibération, le conseil municipal valide, à l'unanimité, la proposition ci-dessus énoncée et autorise M. le Maire à modifier en conséquence la délibération du 09/07/2015 portant sur le régime indemnitaire.

## **8. Dissolution du SIVU Quatre à 4 : dernières opérations comptables – convention**

M. le Maire fait savoir au conseil municipal qu'après la dissolution du SIVU Quatre à 4, il reste quelques opérations en instance à la Trésorerie de Redon : des dépenses et des recettes (CAF, MSA...). Il n'est plus possible de passer d'écritures comptables tant en dépenses qu'en recettes, en 2016, sur le budget du SIVU.

Dans un souci de simplification et en accord avec M. le Trésorier de Redon, la Commune de Renac se propose de percevoir ces recettes et de les reverser en totalité à la Fédé de Redon envers qui le SIVU Quatre à 4 a une dette.

Cette proposition nécessite la signature d'une convention entre les communes de Saint-Just, Renac, La Chapelle de Brain et Langon.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- mandate la commune de Renac pour percevoir les recettes et payer les dépenses, en lieu et place du SIVU Quatre à 4, dans l'attente de la clôture définitive des comptes du SIVU,
- autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à l'application de cette décision notamment la convention à intervenir entre les communes de Saint-Just, Renac, La Chapelle de Brain et Langon.

## **9. Participation aux frais de fonctionnement année scolaire 2015/2016 des écoles du RPI**

M. le Maire demande au conseil municipal de délibérer pour la participation aux frais de fonctionnement pour les élèves des écoles privées du RPI pour les trimestres suivants :

\* 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2015/2016 soit 1 136 € en maternelle et 369 € en élémentaire,

\* 1<sup>er</sup> trimestre 2016-2017 sur la base du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015/2016 et seront réajustés lors de la connaissance de la moyenne départementale indiquée par les services préfectoraux courant décembre 2016.

Après délibération, le conseil municipal alloue, à l'unanimité, les montants du coût moyen départemental ci-dessus, la participation sera versée chaque trimestre sur présentation de l'effectif et charge M. le Maire de mener à bien cette décision tant au niveau administratif que comptable.

## 10. Concours communal et cantonal des maisons fleuries : prix et paiement sur 2016

M. le Maire propose aux membres du conseil municipal de voter une enveloppe budgétaire de 1000,00 € pour l'organisation des concours communal et cantonal des maisons fleuries 2015.

Les sommes allouées aux lauréats concernent les concours organisés sur l'exercice 2015. Néanmoins, elles ne sont payées et ne figureront que sur l'exercice comptable 2016 puisqu'elles ne sont versées qu'après remise des lots à la cérémonie des vœux fixée début janvier de chaque année.

Après délibération, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'allouer une enveloppe budgétaire de 1 000 € pour l'organisation des concours communal et cantonal des maisons fleuries 2015,
- pour le concours communal, d'allouer les sommes suivantes, pour chaque catégorie avec et sans jardin :

1 <sup>er</sup> lauréat :	45 €
2 <sup>ème</sup> lauréat :	38 €
3 <sup>ème</sup> lauréat :	30 €

en cas d'égalité de deux candidats, de leur allouer la somme correspondant au meilleur classement des deux (ex : s'il y a deux "1<sup>er</sup> résultat", allouer aux deux lauréats la somme correspondant au "1<sup>er</sup> lauréat" et passer directement au 3<sup>ème</sup> lauréat).

Les dépenses seront imputées à l'article 6714 « Bourses et Prix ».

- de verser les sommes allouées aux différents lauréats concernant les concours des maisons fleuries 2015 (communal et cantonal) sur l'exercice 2016. Les dépenses seront imputées à l'article 6714 « Bourses et prix » sur 2016.

## 11. Questions diverses.

La CCPR a engagé un travail d'actualisation de son projet de territoire. L'étape de la réflexion consiste à élaborer un plan d'actions et à formaliser le projet de territoire. Ce travail sera réalisé au cours de plusieurs ateliers thématiques permettant aux participants de décliner les modalités opérationnelles et les conditions de faisabilité propres à chaque axe stratégique. Les membres du conseil municipal sont conviés à participer à l'un de ces groupes de travail.

1<sup>er</sup> groupe : Transition économique : ce groupe se penchera sur les politiques de développement économique, touristique et agricole à mettre en œuvre sur le territoire,

2<sup>ème</sup> groupe : Transition urbaine : ce groupe étudiera la place de la ville centre et des pôles relais sur le territoire ainsi que les enjeux liés aux services à la population,

3<sup>ème</sup> groupe : Appartenance et identité de territoire : il s'attachera à poser les bases d'une stratégie de marketing territoriale pour la CCPR (construction d'une identité de territoire et d'outils de valorisation et promotion du territoire),

4<sup>ème</sup> groupe : Coopération (réservé aux élus) : au regard des enjeux de coopération existant entre la CCPR et l'ensemble de ces partenaires (Conseils Généraux, Conseils Régionaux, Métropoles...), les élus auront à traiter dans le cadre de ce groupe de travail les conditions de coopérations entre les territoires.

Après discussion, les inscriptions aux différents groupes de travail se répartissent de la façon suivante :

<b>Groupe 1 : Transition économique</b>	Daniel MAHE (1 <sup>ère</sup> réunion le 9/03) et Gérard BAUDU (2 <sup>ème</sup> réunion le 24/03)
<b>Groupe 2 : Transition urbaine</b>	
<b>Groupe 3 : Appartenance et identité de territoire</b>	
<b>Groupe 4 : Coopération (réservé aux élus)</b>	

Remarque : si en soirée, peut être plus de participation...

- 2x2 voies : enquête parcellaire du 16 mars au 31 mars 2016 inclus  
Permanences du Commissaire Enquêteur à la mairie de Saint-Just le 16/03 de 9 h à 12 h et le 31/03 de 9 h 15 à 12 h 15

- Informations concernant la mise en réseau des bibliothèques de la Chapelle de Brain et de Renac depuis fin 2012, une personne à temps plein sur les deux communes. Coût sur 2014 : 12 678 € x2
- Plan Communal de Sauvegarde : mise à jour des responsables de secteurs et des référents. Une réponse est demandée sous 8 jours pour ceux qui n'ont pas encore donné de noms.
- Réunion de la commission « Subventions » le 12 mars 2016 à 9 h 30
- Projet Village Seniors en collaboration avec les services de la CCPR qui considèrent qu'il existe un potentiel sur la commune. Une visite est organisée le 4/03 à Guipel. Une visite est également à prévoir à Saint-Gorgon.
- Commission Bâtiments à programmer. Un accord de principe est donné pour l'achat de mobilier (canapés...) et de vaisselle pour l'aménagement des chambres d'étape dont la rénovation se termine.
- Local associatif derrière le FAR : un bardage bois est prévu.
- Demande de trottoirs Route de Renac : a déjà été étudiée sur place par la commission Voirie. Ces travaux sont difficiles à exécuter.
- Travail sur le tourisme avec les communes de Renac et La Chapelle de Brain : pour l'instant seuls les élus y travaillent. Les membres de la commission Tourisme seront joints à ce projet.
- Remerciements des familles RIAUD, BARON, BERTRAND et FONTAINE pour les marques de sympathie témoignées lors du décès d'un membre de leur famille